

Trita Parsi : le Moyen-Orient se délite — vers une guerre mondiale ?

Trita Parsi est cofondateur et vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft. Suivez son excellent Substack : <https://tritaparsi.substack.com/> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Nous recevons aujourd'hui Trita Parsi, vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft. Trita Parsi publie aussi des analyses très éclairantes sur son Substack. J'ai mis un lien dans la description, alors n'hésitez pas à vous y inscrire et à suivre son travail. C'est un plaisir de vous revoir. Comment allez-vous ? Ravi de vous voir. Beau travail.

#Trita Parsi

Le mieux qu'on puisse espérer, j'imagine. C'est une bonne réponse.

#Glenn

Eh bien, oui. On semble se diriger vers une période très préoccupante. Les États-Unis pourraient préparer une frappe massive et imminente, soit contre l'Iran, soit contre le Yémen. Et du côté iranien, on voit aussi qu'ils intensifient désormais leurs efforts de mobilisation générale. Leur armée a annoncé qu'elle se préparait à une guerre prolongée. Elle a également déclaré que, si les États-Unis mettaient cette frappe massive à exécution, leurs représailles, cette fois-ci, passeraient par un changement de cibles et d'armes utilisées. Et ces représailles, selon leurs propres termes, seraient sans limites. Donc, une fois encore, on voit les deux camps prêts à gravir les échelons de l'escalade. Comment évaluez-vous ces récents développements ?

#Trita Parsi

Oui, c'est conforme à ce dont nous avons parlé, je crois, la semaine dernière. Nous sommes sur une trajectoire d'escalade, avec des efforts diplomatiques limités. Enfin, je ne devrais pas dire « limités ». Si je le dis, c'est parce que les États-Unis n'y participent, pour l'essentiel, pas vraiment. Il y a

beaucoup d'activité diplomatique entre le Qatar, le Pakistan et l'Iran, sur le dossier États-Unis-Iran ; entre Oman, l'Iran et les États du Conseil de coopération du Golfe, concernant les détroits ; et directement entre l'Iran et l'Arabie saoudite, à un niveau très intense, au sujet des Houthis. Donc, il y a beaucoup d'activité diplomatique. Mais, à ce stade, je ne vois aucune volonté, du côté américain, de s'engager réellement. Et cela s'explique en partie par le fait que les États-Unis estiment avoir déjà payé le prix, le prix politique, de cette guerre.

Pas grand-chose ne va changer. Autrement dit, ils ne vont pas perdre davantage de soutien au cours des deux prochaines semaines. Mais ils ne vont pas non plus regagner quoi que ce soit s'ils se lancent, à ce stade, dans une quelconque activité diplomatique. Et puis, de leur point de vue, ils sont de plus en plus convaincus que les Iraniens vont simplement tenter de détruire la présidence de Trump. Par conséquent, les Iraniens ne seront pas sérieux concernant un véritable accord. La diplomatie ne mènera donc à rien de concluant. Elle sera limitée. Elle n'aboutira jamais vraiment au type de résultat que Trump recherche. Et les Iraniens ne lui feront jamais de véritables concessions, parce qu'au fond, ils veulent simplement détruire sa présidence.

Et les Iraniens, de leur côté, ne croient pas vraiment qu'un accord avec Trump puisse être durable. Même s'il dit oui, ils pensent qu'il ne le respectera pas plus de quelques jours. Il ne cesse de changer d'avis. Ils ne le considèrent pas comme mentalement stable. Et, au minimum, cela signifie qu'ils n'accepteront pas de faire de concessions majeures, irréversibles, en échange d'un accord que Trump ne respectera pas. Ils pourraient faire quelques petits gestes pour éviter la pire escalade, ou simplement tenter de stabiliser temporairement la situation. Mais il n'y aura pas de véritables concessions. Et tant que les deux parties auront ce type d'attitude et cette perception l'une de l'autre, les ouvertures diplomatiques seront très, très limitées. En même temps, nous suivons une trajectoire qui n'est pas stable, mais qui mène en réalité à l'escalade.

#Glenn

Que savons-nous, cela dit, des éventuelles portes de sortie diplomatiques ? Enfin, je suppose qu'il y a deux questions. Est-ce que le protocole d'accord est désormais abandonné, parce qu'on a, en quelque sorte, trouvé un accord ? Ou bien voyez-vous les États-Unis y revenir, à certaines conditions ? Ou exigeraient-ils des modifications ? Et puis, avec ces autres efforts diplomatiques régionaux en cours, est-ce que tout cela se déroule essentiellement à huis clos ? Nous a-t-on dit quoi que ce soit sur le contenu, et sur le degré d'avancement des discussions ?

#Trita Parsi

Alors, permettez-moi de commencer par le protocole d'accord. La partie américaine a été très claire : elle ne reviendra pas au protocole d'accord. Et l'avis dominant — je ne pense pas que ce soit ce qui prévalait au début — semble désormais être qu'ils ont eu de la chance de trouver cette porte de sortie, parce que ce protocole d'accord n'était finalement pas favorable aux États-Unis. Aujourd'hui, certains le disent comme si cela avait toujours été le cas. Ce n'est pas vrai. Lorsque le protocole d'

accord a été signé, certains éléments à la Maison-Blanche en étaient très satisfaits, y compris Trump, et évidemment la faction Vance. Mais ce qui s'est passé, c'est que les couteaux sont sortis dans beaucoup d'autres factions : au Pentagone, au Département d'État, chez Marco Rubio, ainsi que dans certains autres éléments de l'État profond et de la CIA. Ils étaient très, très critiques à l'égard de l'accord et voulaient, là encore, ce type d'approche maximaliste.

Et à ce stade, l'administration actuelle ne soutient rien qui ressemble à un retour au protocole d'accord. Du côté iranien, ils ont insisté sur le fait que cela devait être le protocole d'accord. Mais je perçois là une nuance qui, à mon avis, est importante. Je ne sais pas si elle est suffisante. Les Iraniens disent que le début, le point d'entrée des discussions, doit être le protocole d'accord. En revanche, le point de sortie, c'est-à-dire ce qui ressortira des négociations, peut déboucher sur un accord très différent du protocole d'accord. Mais le point de départ doit être le protocole d'accord. Donc, ils ne sont pas attachés au protocole d'accord à tout prix, mais ils ne peuvent pas l'écarter, sauf s'il est écarté dans le cadre d'une négociation.

Cela peut ouvrir un petit espace, parce que l'administration Trump rejette catégoriquement tout ce qui relève du protocole d'accord. Mais si ce n'est qu'un point de départ, et que cela évolue ensuite vers autre chose, alors peut-être que cette nuance suffira à faire revenir Trump vers la diplomatie. Je reste sceptique. Mais je pense que cela montre que, du côté iranien, on a compris qu'insister uniquement sur le protocole d'accord ne permettra pas de relancer une diplomatie réellement substantielle. Ils peuvent maintenant dire qu'ils sont ouverts à l'idée que ce soit un point de départ, qui évoluerait vers quelque chose de différent. Mais ce qui m'inquiète, c'est que les positions des deux parties sont désormais tellement éloignées que je ne suis pas vraiment sûr que la diplomatie, à ce stade, puisse apaiser la situation. Elle pourrait au contraire alimenter une escalade, car un échec rapide des négociations pourrait provoquer un nouveau cycle de guerre plus tôt qu'il ne se serait produit autrement.

#Glenn

Je me disais que, si j'étais à Téhéran et que mon objectif principal était de mettre fin à l'architecture de sécurité régionale, qui est essentiellement une alliance anti-iranienne, et de chasser les États-Unis de la région, on pourrait s'y prendre autrement. On pourrait aussi convaincre les acteurs régionaux de le faire eux-mêmes, c'est-à-dire de prendre leurs distances avec les États-Unis. Est-ce que, vous savez, les Iraniens peuvent y parvenir par la diplomatie régionale ?

Je vois que, dans l'un de vos articles sur Substack, vous écrivez que l'ancien directeur de la CIA, David Petraeus, a admis que les bases américaines dans la région ne sont plus viables. Là encore, si les États du Golfe partagent ce constat, cela ne réaliserait-il pas, au moins en partie, l'objectif iranien ? Et élargissons un peu la question. Comme nous le savons, les Saoudiens ont demandé de l'aide à Trump à deux reprises, et il a refusé. Là encore, quelles en seraient les conséquences ? Car si les Iraniens veulent porter un coup fatal à l'architecture de sécurité régionale dirigée contre eux, ne serait-ce pas, en substance, un grand pas dans cette direction ?

#Trita Parsi

Oui. Alors, je vais commencer par la première partie de la question. Oui, du point de vue iranien, ils veulent voir ces bases fermer et la présence militaire américaine dans la région considérablement réduite. Je ne sais pas, en revanche, s'il leur est vraiment utile d'insister là-dessus à ce stade. Car je pense que, du côté américain, il pourrait très bien y avoir une occasion de finalement quitter la région. Mais c'est plus difficile pour les Américains de le faire si cela est perçu comme une capitulation face aux exigences iraniennes. De même, certains États du Conseil de coopération du Golfe comprennent parfaitement qu'il sera très difficile de maintenir ces bases.

Vous savez, qui voudrait payer pour les reconstruire, quand on voit à quel point elles se sont révélées inutiles, à bien des égards ? Mais en même temps, ils ne veulent pas y renoncer tout de suite. Ils veulent d'abord mettre en place une sorte de plan de défense alternatif, pour ne pas se retrouver totalement vulnérables. Et puis, il y a un autre élément. Le niveau d'escalade atteint désormais des proportions qui vont bien au-delà de ce dont nous parlions plus tôt. Nous sommes maintenant dans une situation où, du côté du Koweït, on craint légitimement que, si l'escalade se poursuit, les milices irakiennes fassent ce que les Houthis ont fait dans le sud du Yémen, et prennent tout simplement le contrôle du Koweït.

Le gouvernement de Bahreïn devrait lui aussi être très inquiet pour son propre avenir. On parle désormais de niveaux d'escalade qui pourraient réellement redessiner la géographie politique de la région. Dans ces circonstances, face à ce type de menaces, ces États sont désespérés. Ils cherchent par tous les moyens une forme de protection de la part des États-Unis ou, franchement, d'Israël. Je pense que beaucoup de discussions sur l'éventuelle adhésion du Koweït aux accords d'Abraham viennent précisément de là : de la conviction qu'ils font désormais face à une situation où le pays pourrait réellement être envahi. Cela dit aussi quelque chose du danger que représente le niveau d'escalade auquel nous sommes arrivés aujourd'hui.

Jusqu'ici, l'escalade, aussi problématique soit-elle, était néanmoins très soigneusement calibrée. Et du côté iranien en particulier, ils étaient très méticuleux dans leur manière d'escalader et de gravir l'échelle de l'escalade : ni trop vite, ni trop lentement. Mais si nous nous retrouvons dans un scénario où certains de ces gouvernements finissent par tomber, largement parce que les Saoudiens ont décidé d'attaquer l'aéroport de Sanaa, ce qui a relancé une guerre au Yémen, avec les Houthis, alors nous assistons, en conséquence, à une nouvelle escalade, dans laquelle certains de ces gouvernements pourraient tomber. Nous parlons d'un scénario où plus personne ne peut réellement contrôler l'escalade. Elle ne sera plus calibrée.

La situation va vite devenir incontrôlable. C'est très dangereux, parce que cela signifie que les options de désescalade qui existent peut-être aujourd'hui risquent de ne plus exister à l'avenir. Il y en aura bien moins, au minimum. Et même si elles existent encore, il sera très difficile d'y recourir, parce que les gouvernements, dans l'ensemble, auront perdu le contrôle de la situation. Nous n'en

sommes pas encore là, mais je crains que nous nous rapprochions de ce scénario, à moins qu'il ne se passe quelque chose qui permette vraiment d'inverser la trajectoire et d'aller vers un rétablissement, vers une forme de diplomatie de désescalade. Et c'est là que le rôle saoudien entre aussi en jeu. On l'a vu : chaque fois que cela se produit, les Saoudiens passent un coup de fil aux États-Unis.

Maintenant, ils passent aussi des coups de fil à d'autres pays. Ils appellent les Chinois. Ils appellent les Turcs. Ils appellent tout le monde. Parce que la plupart de ces États, au bout du compte, ne peuvent pas se défendre par eux-mêmes. Ils n'ont pas les capacités pour le faire. Ils ont confié leur sécurité à quelqu'un d'autre. Et cette personne n'est plus tellement intéressée à leur fournir cette sécurité. Cela crée un sentiment d'insécurité inhérent. C'est au moins l'un des facteurs importants qui expliquent pourquoi il a été difficile, entre les Iraniens et les États du Conseil de coopération du Golfe, de parvenir à une forme d'équilibre. Parce qu'un camp est complètement autosuffisant, ou du moins, plus ou moins.

Il a fait face à une guerre contre deux États dotés de l'arme nucléaire. Il n'a reçu aucune aide significative de la Chine ou de la Russie, à part des images satellitaires. Et il a réussi à soutenir cette guerre, voire potentiellement à infliger une perte stratégique majeure aux États-Unis. Alors que ces autres États ne peuvent rien faire sans devoir passer une multitude d'appels à d'autres pays. Ce déséquilibre rend très difficile l'émergence de la maturité politique et de la confiance nécessaires pour aller vers une architecture de sécurité autonome, soutenue par la région elle-même plutôt que par des puissances extérieures. Cela étant dit, en l'absence des États-Unis, que vont faire ces pays ?

Ils sont ילוא désespérés et pourraient se tourner vers Israël. Mais, à long terme, ça ne marchera pas non plus. Dans ce que j'ai écrit sur Substack, j'explique notamment qu'il est nécessaire que ces États comprennent qu'ils doivent bâtir ensemble une architecture de sécurité, avec les Turcs, les Égyptiens, les Pakistanais et les Iraniens. Une architecture qui assure la sécurité de la région par leurs propres moyens, au lieu de dépendre autant de puissances extérieures. Cette dépendance envers des puissances extérieures est clairement une malédiction pour l'ensemble de la région, mais surtout pour ces États-là. Et dans la mesure où ils continuent de croire qu'il y a une sorte de sauveur à la Maison-Blanche, qu'il suffit d'appeler et que tout ira bien, ce sentiment, cette croyance, cette mentalité constituent, en elles-mêmes, une menace pour la sécurité régionale, selon moi.

#Glenn

Ce que vous décrivez, comme nous en avons parlé auparavant, c'est aussi un changement de l'ordre mondial. Parce que l'architecture de sécurité régionale... on pourrait presque remplacer certains mots par « les Européens », car, au fond, ils ont fait la même chose. Ils se sont tous placés en première ligne, prenant en quelque sorte le risque d'une guerre avec la Fédération de Russie, en pensant que le sauveur américain viendrait si quelque chose tournait mal. Et maintenant que les

États-Unis se retirent et ne sont pas capables de vaincre l'adversaire, l'insécurité est là. Ils cherchent des solutions simples. Mais, encore une fois, la vraie solution serait peut-être de s'éloigner de cette politique d'alliances ou de blocs, pour aller vers quelque chose de plus inclusif. Oui.

Mais ce que vous avez dit sur le Koweït, je trouve ça très intéressant. Parce que j'ai reçu, du côté iranien, le professeur Seyed Mohammad Marandi. Et, du côté américain, des gens comme Joe Kent. Ils ont tous évoqué ce que vous avez dit sur le Koweït : le pays pourrait être pris par des milices irakiennes. Joe Kent m'a aussi dit que les Irakiens pourraient franchir la frontière et entrer dans l'est de la Syrie, si cette déstabilisation se poursuit et qu'ils considèrent cela comme nécessaire. En plus, la Syrie aurait à gérer un conflit d'influence entre les Israéliens et les Turcs. Alors, à quel point prenez-vous au sérieux, non seulement la question du Koweït, mais aussi ce qui se passe en Syrie ? Car cela se déroule dans une certaine mesure indépendamment de la guerre avec l'Iran et le Yémen.

#Trita Parsi

C'est lié, bien sûr. Mais le lien est aujourd'hui nettement plus faible qu'il y a cinq ans, quand les Iraniens étaient présents en Syrie. D'abord, cette guerre n'aurait très probablement pas eu lieu si Assad n'était pas tombé. Car la chute d'Assad a porté un autre coup majeur à la capacité de dissuasion de l'Iran. Les Israéliens se sont dit : c'est le moment d'attaquer. Il n'y a jamais eu de meilleure occasion. Mais disons que cette guerre avait commencé dans ces circonstances. Dans ce cas, les options de riposte et d'escalade auraient aussi inclus la Syrie. Or, la Syrie ne figure pas, du moins, parmi les premières ni même les deuxièmes options d'escalade ou de contre-escalade envisagées par les Iraniens.

Mais c'est ce que je soulignais tout à l'heure : nous arrivons maintenant à un point où l'escalade risque de devenir incontrôlable. Et même des pays dont le lien avec cette situation est secondaire, voire très indirect, pourraient être entraînés dans cette instabilité, faute de parvenir à une véritable désescalade. Et cela pourrait alors impliquer la Syrie. Je suppose que ce ne serait pas la première option. Car, au minimum, ce que les Irakiens gagneraient en prenant le contrôle d'un pays comme le Koweït bouleverserait complètement l'ordre établi, tel que le Conseil de coopération du Golfe a fonctionné ces quelque quarante dernières années. Et bien sûr, le Koweït est riche en pétrole, et cetera. Et vous savez, ce n'est pas seulement Saddam Hussein qui revendique le Koweït chez les Irakiens.

Donc, je trouve cela bien plus probable. D'autant plus que la prise de contrôle du Koweït pourrait être une étape intermédiaire vers le renversement du gouvernement à Bahreïn. Encore une fois, souvenez-vous : au début de cette guerre, lorsque nous avions ces discussions, je ne pense pas qu'aucun d'entre nous évoquait ce type d'options ou de scénarios. Aujourd'hui, c'est le cas. Et je pense que cela montre à quel point les choses ont évolué, dans des directions que très peu de gens avaient anticipées. Et si nous prolongeons cette extrapolation, nous pourrions nous retrouver dans des scénarios complètement différents de ceux que nous envisagions encore il y a seulement deux semaines. Et c'est cela qui, à mon avis, est vraiment dangereux : ce n'est plus un jeu d'escalade

calculé et sophistiqué entre les États-Unis et l'Iran. C'est désormais une situation qu'aucun des deux camps ne contrôle vraiment.

#Glenn

C'est généralement comme ça que ces guerres deviennent incontrôlables : on part du principe qu'on maîtrise l'escalade. Puis, à un moment donné, on perd ce contrôle, et tout s'emballe. Mais au début, certains disaient... Donald Trump, par exemple, avançait que personne ne pouvait s'attendre à ce que l'Iran frappe des bases américaines ou bloque le détroit d'Ormuz. Moi, je pensais que ce serait tout en haut de la liste des possibilités. Mais très tôt, les gens ont commencé à se demander : à quel moment les Houthis vont-ils entrer dans la partie et, peut-être, bloquer la mer Rouge ? Et, bien sûr, cela s'est produit aussi. Mais quelles sont les autres possibilités ? Parce que l'escalade en matière de cibles, notamment les infrastructures énergétiques, c'est une chose. Mais l'extension de la guerre, par exemple ce qu'on voit en Syrie... quelles autres possibilités y a-t-il, au-delà du Koweït et de la Syrie ? Pourrait-on assister à un changement de régime en Jordanie ou à Bahreïn ? Oui.

#Trita Parsi

Je n'en sais pas assez sur la situation en Jordanie ou, franchement, à Bahreïn, pour pouvoir déterminer s'ils sont réellement en danger. Je soupçonne que les Bahreïnais le sont bien davantage que les Jordaniens. Même si je pense que la situation en Jordanie devient elle aussi très tendue. La population n'est clairement pas satisfaite de la manière dont — pas seulement — la guerre s'est rapprochée de la Jordanie. Elle l'a fait parce que la Jordanie est devenue la première ligne de défense d'Israël, au milieu d'un génocide israélien contre les Palestiniens. Et plus de cinquante pour cent de la population jordanienne est palestinienne. Donc, la politique que poursuit le gouvernement jordanien n'est clairement pas une politique solidement ancrée dans la population, et elle ne le sera jamais.

Cela étant dit, je pense tout de même que la Jordanie va probablement être davantage impliquée dans cette affaire, contre son gré, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, je pense que les Iraniens réalisent actuellement que les tensions avec le Conseil de coopération du Golfe ont atteint un niveau très préjudiciable. Ils ne veulent pas créer une situation où ils ne pourraient plus trouver une forme de *modus vivendi* avec les États du Conseil de coopération du Golfe. Il y a beaucoup de colère en ce moment, surtout après ce qu'ont fait les Houthis. Du point de vue saoudien, cela s'inscrit dans un effort coordonné par l'Iran pour faire pression sur les Saoudiens, ainsi que sur tous les autres membres du Conseil de coopération du Golfe, afin qu'ils acceptent les conditions de l'Iran dans ce différend.

Et ils trouvent totalement inacceptable que cela se soit produit en pleine négociation. Et là encore, c'est lié à l'idée que tout cela aurait été planifié et coordonné de cette manière. Je ne suis pas certain que ce soit le cas. Mais je comprends parfaitement que les Saoudiens le perçoivent ainsi. Cela va donc aussi orienter une partie des frappes iraniennes vers la Jordanie. Bien sûr, c'est aussi

parce qu'ils ont déjà détruit un si grand nombre de bases américaines. Cela ne sert à rien de continuer à bombarder des choses qui ont déjà été bombardées. Mais c'est également dû au fait que, comme je l'ai mentionné, la Jordanie est devenue la première ligne de défense d'Israël.

Et si vous vous attendez à ce que les Israéliens entrent en guerre à un moment donné, alors il est dans votre intérêt d'éliminer la capacité de la Jordanie à abattre les missiles iraniens qui se dirigent vers Israël. Je pense donc que tout cela explique en partie pourquoi l'escalade va se déplacer un peu plus vers la Jordanie. Et elle pourrait aussi se déplacer vers l'Europe. Je pense que les Iraniens cherchent désormais à savoir où, dans la région, en dehors du Conseil de coopération du Golfe, ils peuvent riposter contre des cibles américaines. Cela signifie que la géographie de cette guerre pourrait changer de façon assez spectaculaire à l'avenir, si la guerre se poursuit. Encore une fois, malheureusement, c'est mon scénario de référence : je pense qu'elle va se poursuivre. Et c'est un autre élément qui montre comment la situation évolue dans des directions que très peu de gens avaient anticipées au départ.

#Glenn

Mais l'implication de l'Europe, là encore, si j'étais iranien, je penserais la même chose. C'est-à-dire que vous voudriez éliminer les bases américaines dans la région, les obliger à se replier jusqu'à Diego Garcia, voire encore plus loin, en Thaïlande, pour pouvoir se ravitailler et refaire le plein. Mais frapper des installations américaines basées en Europe, qui sont utilisées dans la guerre contre l'Iran, ce serait non seulement un bon moyen de dissuasion, mais aussi de perturber leur logistique.

Le coût, en revanche... Encore une fois, si j'étais à Téhéran, j'essaierais d'entraîner l'Europe dans cette guerre. Parce que les Européens semblent, comme je l'ai dit auparavant... eh bien, il y a beaucoup d'incertitude. Donc, s'ils peuvent donner l'impression que l'OTAN est utile, beaucoup monteront tout de suite dans le train. Car si l'Europe était frappée et qu'ils ne faisaient rien, Trump déclarerait essentiellement l'OTAN morte. Et s'ils faisaient quelque chose, cela pourrait peut-être permettre d'obtenir un engagement plus fort des États-Unis dans la guerre contre la Russie. Alors, comment voyez-vous la possibilité que l'Europe soit impliquée là-dedans ?

#Trita Parsi

Je pense que vous avez tout à fait raison. Vous savez, l'évolution des événements, telle que vous la décrivez, pourrait très bien finir par ressembler à cela : une frappe iranienne contre un territoire européen où se trouve une base américaine, ou une base dont les États-Unis peuvent se servir pour attaquer l'Iran. Cela forcerait une réponse européenne. Et, soudainement, l'OTAN se retrouverait impliquée d'une manière où elle ne l'était pas auparavant. Cela renforcerait l'estime de Trump pour l'Europe au sein de l'OTAN, ainsi que pour l'OTAN elle-même. Et tout cela pourrait, d'une certaine façon, au moins dans cette mesure limitée, être perçu positivement par les Européens. Mais cela ne veut pas forcément dire que les États-Unis feront ce que les Européens souhaitent sur l'Ukraine.

Et s'il y a bien une chose qui devrait être claire pour les Européens, c'est que cela ne change rien de donner à Trump ce qu'il veut. Cela ne signifie absolument pas qu'il va vous rendre la pareille comme vous l'espérez. Cela pourrait donc se terminer ainsi. Mais je peux aussi imaginer un scénario où, au final, les Européens se retrouveraient dans un conflit avec l'Iran, sans bénéficier de la protection américaine contre la Russie, ni du soutien pour l'Ukraine qu'ils espéraient. Je me souviens avoir parlé de cette question avec la partie iranienne. J'avais soulevé le fait qu'à l'époque, ils proféraient des menaces très explicites contre des bases en Bulgarie. Le gouvernement et le Parlement bulgares avaient décidé de les mettre à la disposition des États-Unis pour une guerre contre l'Iran. Et les Iraniens avaient très clairement menacé de frapper ces bases-là.

Cela a suscité beaucoup de colère et d'opposition en Bulgarie. Les habitants des villages voisins ne voulaient rien voir qui puisse amener cette guerre sur leur territoire. J'ai posé la question à des Iraniens. Je leur ai dit : « Au bout du compte, si vous frappez l'Europe, c'est le territoire de l'OTAN. Vous allez entraîner l'OTAN dans cette guerre. » Et leur réponse a été : « Eh bien, les États-Unis font aussi partie de l'OTAN. » Donc, de leur point de vue, ils sont déjà en guerre avec l'OTAN. La position de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni n'était certainement pas celle de la France et de l'Allemagne en deux mille trois, lorsque les États-Unis ont lancé la guerre illégale contre l'Irak. Au contraire, même si les Britanniques ne se sont pas réellement joints à l'opération autour de Diego Garcia de la manière souhaitée par les États-Unis, leurs déclarations, et ainsi de suite, sont tout de même assez honteuses. Elles donnent une certaine légitimité et un certain soutien à cette guerre.

Donc, je ne pense pas que la partie iranienne... Enfin, ils disent très clairement qu'ils estiment être déjà en guerre avec l'OTAN. Cela ne veut pas dire que les Européens ne pourraient pas s'impliquer bien davantage qu'ils ne le font aujourd'hui. Mais je pense que, du côté iranien, il y a aussi désormais un degré de confiance dans leurs propres capacités qui n'existait tout simplement pas au début de la guerre. Car, pendant plus de trente ans, ils s'étaient préparés à une guerre potentielle avec les États-Unis, sur la base d'une attaque américaine contre l'Iran. Ils ne l'avaient jamais mise à l'épreuve. Ils avaient testé certaines choses en Irak, en Syrie, et ainsi de suite, mais jamais directement contre les États-Unis. Ils ne savaient pas vraiment comment ils s'en sortiraient. Aujourd'hui, ils pensent avoir fait mieux que leurs propres attentes.

Leur confiance à ce sujet est bien plus grande qu'auparavant. Et cette confiance est peut-être excessive. Ils sont peut-être trop sûrs d'eux et, par conséquent, ils finiront par accepter des risques qu'ils ne devraient pas prendre. Mais nous sommes dans une situation qui va continuer à s'aggraver d'elle-même, à moins qu'il y ait un effort concerté et délibéré pour faire retomber la tension. Et cet effort devra impliquer les États-Unis et l'Iran, pas seulement les États de la région. Ce qu'ils font est très important, mais ce n'est pas suffisant. Et donc, encore une fois, malgré le caractère terrible de ces scénarios et les conséquences désastreuses qu'ils auraient pour tout le monde, il est plus probable qu'improbable qu'ils se produisent, compte tenu de la trajectoire sur laquelle nous sommes et de l'absence de véritables efforts pour la modifier.

#Glenn

Oui, c'est un bon point. L'arrogance qu'on voit peut-être aujourd'hui des deux côtés est assez dangereuse. Mais quand vous dites ça, je me demande sans cesse... Il n'y a pas seulement la désintégration de la région et tous ces conflits qui s'entremêlent. Il y a aussi la possibilité que cette guerre se mêle davantage à la guerre actuelle en Europe. On commence à avoir l'impression d'un scénario de guerre mondiale. Ce que je veux dire, c'est que si l'Europe est entraînée dans cette guerre contre l'Iran, si j'étais à la place de la Russie, je ne voudrais pas que l'Iran soit vaincu. D'abord, parce que ce serait dévastateur pour sa propre sécurité.

Mais enfin, étant donné que les Européens et les Américains attaquent le territoire russe avec leurs drones et leurs missiles depuis tant d'années, vous savez, les Russes n'auraient-ils pas tout intérêt à ne pas forcément envoyer des missiles hypersoniques avec une liste de cibles ? Mais, vous savez, l'Occident attaque la Russie via l'Ukraine depuis des années. Les Russes n'auraient-ils pas la même possibilité, disons, avec l'Iran ? Pas seulement une petite riposte, vous savez, mais... Mais les Européens parlent désormais très ouvertement de guerre avec la Russie. Ne serait-ce pas une bonne stratégie, je le dis avec prudence, de pouvoir utiliser un État tiers pour attaquer les Européens ?

#Glenn

Encore une fois, ça peut sembler tiré par les cheveux, mais quand on voit comment tout est en train de se défaire... absolument.

#Trita Parsi

Oui, non, c'est très triste. Ce n'est pas une conversation à laquelle, je pense, ni vous ni moi n'avons vraiment envie de participer. Mais c'est la réalité à laquelle nous sommes confrontés. Tout est en train de se déliter. Et, par conséquent, des scénarios cauchemardesques qui n'étaient absolument pas envisagés il y a cinq semaines sont désormais, malheureusement, des choses auxquelles nous devons nous attaquer. Et je pense que, dans le scénario que vous décrivez, c'est une issue plausible. Ce serait une manière, pour les Russes, d'attaquer directement l'Europe tout en évitant ce type d'implication directe. Mais si les Iraniens attaquent déjà l'Europe de leur propre initiative, parce que les Européens permettent à l'armée américaine d'utiliser leurs bases, ou les bases américaines qui s'y trouvent, pour attaquer l'Iran... Je veux dire, des attaques contre l'Iran sont menées depuis ces bases, depuis des bases américaines en Allemagne. Et cela a été le cas tout au long de cette guerre.

D'après ce que je comprends, les Iraniens n'ont pas encore la capacité d'atteindre ces bases avec précision. Et il y a peut-être, bien sûr, d'autres considérations qui les empêchent de le faire. Mais il y a une autre raison. S'il existe d'autres bases utilisées, beaucoup plus proches, ce sont celles que vous allez viser en premier. Or, à mesure que beaucoup de ces bases ne sont plus opérationnelles, et que de plus en plus de pays refusent aux États-Unis l'utilisation de leur territoire pour attaquer l'

Iran, il se pourrait que certaines bases en Europe, y compris en Allemagne, se retrouvent sur une liste restreinte de cibles. J'espère vraiment que nous ne nous retrouverons dans ce scénario, sous aucune forme, parce que, là encore, cela fait partie de cette dynamique incontrôlable.

Il est très difficile de prédire ce qui se passera ensuite, parce que c'est tellement impensable. Il y a seulement quelques semaines, cela aurait vraiment été jugé complètement invraisemblable. Mais je crains, malheureusement, que ce soit la trajectoire sur laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Et je ne vois pas le type d'effort nécessaire. Je crois que nous en avons un peu parlé la dernière fois. Il y a un acteur qui pourrait réellement intervenir, parce que les Européens ne peuvent pas faire grand-chose sur le dossier iranien. Les Européens ont détruit leur propre crédibilité, ainsi que leur place à la table des négociations sur le dossier iranien, en décidant de déclencher le mécanisme de rétablissement des sanctions. Une décision qui a aussi ouvert la voie à cette guerre. À l'époque, beaucoup d'Européens étaient très mécontents de cette décision prise par le groupe des trois, l'E trois. Et, dans une large mesure, l'E trois l'avait prise sans véritable consultation avec le reste de l'Union européenne. Et le reste de l'Union européenne en payait le prix.

Mais depuis, les Européens n'ont vraiment joué aucun rôle diplomatique majeur dans cette affaire. Et ni les pays arabes, ni les États-Unis, ni l'Iran n'ont intérêt à les y associer. Et je tiens à le souligner : cela vaut aussi pour les pays arabes. Ils ne voient pas quelle valeur ajoutée les Européens pourraient apporter dans ce contexte. Cela étant, l'acteur qui pourrait éventuellement changer de position et intervenir sur le plan diplomatique, c'est la Chine. La Chine a une influence sur les États-Unis, et elle en a aussi sur l'Iran. Mais elle a également un réflexe qui lui a très bien réussi jusqu'ici : rester en dehors de ce genre de choses. Ne pas se mêler des problèmes et des guerres des autres pays. Et surtout, ne rien faire qui vous implique à ce point que vous vous retrouviez à porter la responsabilité d'un conflit dont vous n'êtes absolument pas à l'origine.

Et c'est ce qui a guidé la Chine dans la plupart des cas, y compris dans celui-ci jusqu'à présent. Je ne dis pas qu'elle est en train de changer de position aujourd'hui. Mais je crains que, si le niveau d'escalade dont nous parlons se concrétise réellement, avec notamment les conséquences pour l'économie mondiale si des infrastructures énergétiques, entre autres, étaient frappées, alors le coût de rester à l'écart pourrait devenir plus élevé que celui d'essayer, par la voie diplomatique, d'y mettre fin. Et ce, dans l'intérêt même de la Chine. Non pas par volonté de discréditer les États-Unis, ni par volonté de devenir, à terme, le garant politique ou militaire de la région. Rien de tout cela. Mais par intérêt propre : mettre fin à cette escalade, ou au moins la contenir, compte tenu de son extrême dangerosité.

Je ne dis pas du tout qu'on en est là. J'ai eu des échanges avec les Chinois, et leur réponse est essentiellement la suivante : si les États-Unis et l'Iran le leur demandent, ils seront heureux d'assumer un rôle de médiation. Mais, évidemment, il est très peu probable que les États-Unis le demandent. Je me demande toutefois si un scénario pourrait émerger dans lequel les Iraniens et le Conseil de coopération du Golfe demanderaient une médiation chinoise. Les Chinois pourraient alors décider que c'est une ouverture suffisante pour intervenir. Mais je pense que ce sera très... Je ne

pense pas que les Chinois le feront de gaieté de cœur, sous quelque forme que ce soit. Ils préfèrent de très, très loin rester à l'écart. Cela leur a extrêmement bien réussi. Et cela aurait extrêmement bien réussi aux États-Unis s'ils avaient eu ne serait-ce qu'un peu de cette attitude chinoise vis-à-vis du reste du monde.

#Glenn

Cela s'inscrirait dans une stratégie chinoise plus large. Car, semble-t-il, depuis la crise financière mondiale, ils ont vu le risque d'une dégradation progressive du système économique international dominé par les États-Unis. Ils veulent créer une alternative. C'est pourquoi ils développent cette architecture économique parallèle. Mais aujourd'hui, avec ces guerres — surtout la guerre en Iran — qui contribuent tant à l'effondrement des approvisionnements énergétiques, et qui mettent aussi sous forte pression la liberté de navigation dans le monde, de Cuba à l'Europe, jusqu'au Moyen-Orient, tout cela devient très préoccupant pour les Chinois, qui en dépendent. Mais oui, comme vous l'avez dit, je ne pense pas qu'ils s'impliqueraient sans invitation, probablement de la part des deux camps.

J'avais une question sur Israël parce que, bon, évidemment, c'est un acteur clé ici. C'est aussi Israël qui a déclenché une grande partie de ce chaos en juin dernier, en attaquant l'Iran. Mais aujourd'hui, on entend dire en Israël que Tsahal — le chef de Tsahal l'a dit il y a quelque temps — est déjà à bout de capacités. La guerre, ou si l'on peut même appeler ça une guerre, ce qui est fait contre Gaza, continue toujours. Cette semaine, on a vu les Israéliens mener des frappes et des tirs d'artillerie contre le sud du Liban. Ils sont aussi très impliqués en Syrie, où ils s'inquiètent de la Turquie. Et selon vous, étant donné qu'ils sont engagés dans toutes ces guerres en même temps, qu'ils ont subi de lourdes pertes lors des précédentes phases de cette guerre, si les États-Unis décident maintenant d'intervenir contre le Yémen, contre l'Iran, ou contre les deux, quel rôle Israël pourrait-il jouer ? Ou est-ce que c'est trop pour eux, désormais ?

#Trita Parsi

Désolé, je n'ai pas entendu la dernière partie.

#Glenn

Sont-ils trop sollicités, ou pensez-vous qu'Israël ait un rôle à jouer dans une nouvelle escalade de la guerre contre l'Iran ? Oui.

#Trita Parsi

Oui. Non, je pense vraiment que les Israéliens sont complètement surchargés. Je ne pense pas que ce soit un facteur qui les empêchera de chercher une nouvelle escalade et de s'y impliquer. Ils voulaient participer au deuxième cycle de la guerre. Ce sont les États-Unis qui les en ont écartés. C'

était surtout parce que les États-Unis ne faisaient pas confiance aux Israéliens pour s'en tenir au niveau d'escalade que Washington privilégiait à ce moment-là, et qu'ils pensaient pouvoir maîtriser. Si vous vous en souvenez, lors du premier cycle, beaucoup des actions qui ont vraiment provoqué une forte escalade ont été menées par les Israéliens. Ce sont les Israéliens qui ont frappé l'usine de dessalement de Kish.

Ils espéraient que les Iraniens riposteraient contre des usines de dessalement dans les pays du Golfe. Ce sont les Israéliens qui ont frappé toutes les raffineries de Téhéran. Si je ne me trompe pas, c'est ce qui a conduit à... Est-ce que c'est ce qui a conduit aux attaques contre les champs gaziers au Qatar ? C'était peut-être autre chose, mais quoi qu'il en soit, les Israéliens allaient constamment au-delà de ce que voulait l'administration Trump. Parce qu'ils voulaient que les Iraniens escaladent encore davantage, afin de pousser, en substance, les pays du Golfe à se rapprocher d'Israël. Et comme les États-Unis ne faisaient pas confiance aux Israéliens pour jouer le jeu, ou pour rester dans le cadre que Washington voulait, ils les ont tenus à l'écart.

Mais je pense que les Israéliens, s'ils trouvent une occasion, vont très certainement choisir cette escalade. Qu'ils soient prêts ou non, qu'ils soient déjà trop sollicités, et ainsi de suite, ce sont des questions qu'à mon avis, ils traiteront au second plan. Je pense qu'ils voient aujourd'hui qu'avec Trump, surtout après les élections de mi-mandat, où il aura moins de contraintes politiques, ce seront les deux dernières années pendant lesquelles ils auront à la Maison-Blanche un président conciliant envers Israël, qui suivra largement les conseils d'Israël et les maintiendra à la table des négociations. Et je pense qu'ils essaieront de faire tout ce qu'ils peuvent pour en tirer parti.

Je pense que le calcul d'Israël est le suivant : après cette élection, après l'élection présidentielle de deux mille vingt-huit, il y a une forte probabilité — pas une certitude, mais une forte probabilité — que le président, républicain ou démocrate, et plus probablement s'il est démocrate, ne poursuive tout simplement pas la relation entre les États-Unis et Israël de la même manière. Je ne parle pas d'une rupture majeure. Je ne dis pas qu'ils vont faire d'Israël un ennemi, et ainsi de suite. Mais la manière dont Israël pourrait pousser les États-Unis à entrer en guerre, je ne pense pas que ce sera la même après deux mille vingt-huit. Et, par conséquent, ils vont profiter autant que possible des deux prochaines années, même s'ils sont déjà trop sollicités.

#Glenn

Bon, juste... bon, dernière question. Revenons à notre point de départ, l'Arabie saoudite, parce qu'elle semble être un acteur clé dans toutes ces affaires. Quelles sont, au fond, ses options aujourd'hui ? Parce que, manifestement, s'il y a une nouvelle vague d'attaques massive contre l'Iran, quel rôle pourrait-elle jouer ? Elle ne sait pas vraiment jusqu'où les États-Unis sont impliqués. Elle voudrait conclure un accord. Là encore, je ne sais pas vraiment à quoi cet accord ressemblerait. Mais il faut aussi ajouter le Yémen à l'ensemble, où elle semble s'être elle-même enfermée dans une impasse. Je ne vois pas très bien comment elle est censée sortir de cette guerre. Donc, si on se met à la place de Riyad, de quoi discutent-ils ? Quelles sont leurs options ? Quelle est leur réflexion stratégique ?

#Trita Parsi

Je pense que, de leur point de vue, toutes les options sont terribles. L'une des options que les États-Unis leur ont présentées, c'est : d'accord, nous vous aiderons contre les Houthis, mais vous devrez ouvrir votre espace aérien et vos bases à des attaques contre l'Iran. En substance, cela signifie : nous vous aiderons contre les Houthis, pour que vous n'ayez pas à gérer cette guerre. Mais, à la place, vous devrez faire face à une guerre directe avec l'Iran. Ce qui, évidemment, n'est pas une option particulièrement séduisante pour les Saoudiens. Donc, je pense qu'ils sont dans une très, très mauvaise situation. Et c'est en grande partie de leur propre fait, parce que ce sont eux qui ont décidé de frapper l'aéroport de Sanaa.

Et je pense qu'il existe une autre option, dont ils discutent peut-être actuellement avec les Iraniens. Je n'en sais rien, je spécule. Ce n'est pas une option qui les attire, mais c'est peut-être celle qu'ils sont désormais contraints d'adopter. La moins mauvaise, en quelque sorte. Ils accepteraient de lever le blocus du Yémen et, en contrepartie, les Houthis mettraient fin à leur campagne contre l'Arabie saoudite. Ils auraient, dans une large mesure, perdu le Yémen. Mais ils ne seraient peut-être plus en guerre contre les Houthis. Est-ce que ce serait viable ? Est-ce que ce serait stable ?

Bien sûr, ce sont des questions différentes. Mais, par rapport à certaines autres options, c'est peut-être quelque chose qu'ils seraient prêts à envisager dans ces circonstances. Surtout si l'on garde à l'esprit que, même si Trump accepte d'entrer en guerre, d'après ce que le New York Times a rapporté, et ce que j'ai moi-même entendu, il n'a fait que changer d'avis, passant de l'accord au refus, puis inversement. Si vous êtes à Riyad, vous devez donc être très inquiet. Même s'il accepte d'entrer en guerre, vous ne savez pas combien de temps cela durera. Vous ne savez pas non plus s'il ne va pas simplement tout arrêter sans même vous consulter, puis se retirer de cette guerre quand bon lui semble. Et cela pourrait laisser l'Arabie saoudite dans une situation encore pire.

#Glenn

J'allais dire, s'il veut refiler la guerre à quelqu'un, ce sera la manière pour les États-Unis de se retirer. Et ça pourrait être une sorte de piège pour les Saoudiens. Pardon, juste une dernière réflexion. Au Yémen, quelle direction vont prendre les Houthis, ici ? Parce que, là encore, il est difficile de comprendre ce qui se passe et quelles sont leurs options. Pensez-vous qu'ils vont chercher à prendre le contrôle de tout le Yémen, ou qu'ils vont avancer en Arabie saoudite ? Quelle est leur logique, selon vous ?

#Trita Parsi

Je dois l'admettre, je ne suis pas spécialiste du Yémen, donc je ne pourrais pas vous donner une réponse éclairée. Je sais que Shireen Al-Adeimi, au Quincy Institute, serait bien mieux placée pour répondre à cette question. Mais permettez-moi juste d'ajouter ceci, même si je viens de me

contredire en ajoutant cette réflexion. Je ne sais pas ce qu'il en est pour le reste du Yémen, mais je pense qu'ils pourraient pénétrer sur le territoire saoudien, ou du moins déplacer davantage la guerre sur le territoire saoudien. Et cela pourrait, bien sûr, exercer une pression supplémentaire sur la Turquie et le Pakistan pour qu'ils fassent davantage afin d'aider le gouvernement de Riyad.

Et, bien sûr, la rhétorique du côté turc et pakistanais est devenue beaucoup, beaucoup plus belliciste à l'égard des Houthis. Ils les qualifient de terroristes, et cetera, et cetera. Il y a une dimension sectaire très forte dans tout ça. Pas forcément du côté des gouvernements, mais c'est néanmoins ce qui ressort actuellement de Turquie et du Pakistan sur cette question. Mais ces pays vont se heurter à une contrainte. Au-delà du fait que personne de sensé n'interviendrait de toute façon au Yémen, les Houthis sont aujourd'hui extrêmement populaires dans le monde musulman et dans le monde arabe. Parce qu'ils se sont opposés à la fois aux États-Unis et à Israël, et qu'ils l'ont fait sans le soutien d'aucune grande superpuissance, évidemment.

Ils ont une relation avec l'Iran, une relation très importante. Mais ils ne sont en aucun cas un relais de l'Iran. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles il leur est plus facile d'être populaires dans le monde arabe. Beaucoup de gens dans le monde arabe perçoivent une certaine distance entre les Houthis et Téhéran. Et je pense que ce serait une position absolument impossible pour les Turcs. En ce moment, ils sont très préoccupés par ce que les Israéliens pourraient faire contre eux, et par les tensions qu'ils ont avec Israël en Syrie. S'ils se retrouvaient en même temps dans un véritable conflit avec les Houthis, alors que les Houthis frappent effectivement Israël, ce serait une situation intenable.

#Glenn

Eh bien, comme je l'ai dit auparavant, cela pourrait devenir très compliqué, très vite. J'espère donc pouvoir faire confiance à la diplomatie régionale. Espérons que quelque chose finira par se débloquer sur place, car je ne vois pas de scénario vraiment favorable pour aucun de ces pays. Quoi qu'il en soit, merci beaucoup pour vos éclairages. Merci beaucoup.

#Trita Parsi

J'apprécie vraiment. Encore une fois, allez voir son Substack. C'est en tout cas là que je vais chercher mes informations sur le Moyen-Orient.

#Trita Parsi

Alors, merci beaucoup. Merci infiniment de m'avoir invité.